



Privas le 12/08/2020

## SPIP 07 Prime COVID : la prime à la casse

*La casse des principes de la fonction publique continue.*

**Mesdames et Messieurs de la DAP et de la DI, comment vous expliquer que l'égalité de traitement des agents est un principe fondamental ... par une formation peut être ??**

**Après la future arrivée de la prime au mérite, le recours grandissant à des agents non titulaires sous contrat indécant, la fin des CAP de mutation à l'ancienneté et la future toute puissance de la hiérarchie dans la mobilité des agents, voici le traitement différencié dans la répartition de la prime COVID.**

**Pouvons nous réellement parler de service rendu à la nation en accomplissant simplement son travail ? Chacun se fera son idée. Pour autant, **l'enveloppe est arrivée et, visiblement, il n'y avait pas suffisamment de monnaie pour tout le monde.****

**La DAP et la DI ont réparti les sommes. Le moins qu'on puisse dire c'est que **l'arbitrage a été des plus... ARBITRAIRES :****

- collègues contractuels qui ont touché deux fois moins que les titulaires (330 euros au lieu de 660 euros) pour accomplir les mêmes tâches, les mêmes permanences, encourir les mêmes risques.
- collègues des milieux fermés : deux fois moins également que certains collègues en milieu ouvert en ayant été les seuls en contact direct avec le public aux arrivants (sans masque au début) avec une multitude de rapports à rédiger pour vider nos établissements surbondés.
- comble du comble : deux fois moins également pour nombre de collègues en milieu ouvert alors que d'autres collègues, également en milieu ouvert, percevaient la totalité pour le même nombre de jours travaillés en présentiel et en télétravail.

**UTILISER la prime COVID pour diviser et mieux régner, voilà la maxime de notre administration.**

**La CGT Ardéchoise ne tolère pas cette inéquité.** Nous demandons une transparence sur les critères ayant conduit à cette différence de versement. Puis, nous réclamerons le rééquilibrage pour les agents discriminés.

**Nous rejoignons la CGT nationale insertion et probation et demandons aux agents de faire remonter leur nom aux représentants locaux pour les recours à venir.**

**La section locale CGT IP 07**